

1. La fragilisation du monde occidental

Après avoir été un sujet tabou à cause des dérives totalitaires du XX^e siècle, la notion de puissance est en passe de redevenir un des éléments clés de la gouvernance mondiale. L'affaiblissement des États-Unis d'Amérique en est la cause première. La guerre du Vietnam avait été un signe précurseur de ce changement de paradigme. Les forces américaines avaient échoué dans leur combat contre le Viêt-Cong. Celui-ci avait réussi à préserver ses bases d'appui souterraines et sa liberté de manœuvre à l'intérieur du Sud Vietnam. Si l'armée américaine ne subit pas de défaite décisive face aux communistes vietnamiens, le président Richard Nixon dut malgré tout retirer ses troupes sous la pression d'une partie de l'opinion publique. À l'époque, cette défaite politique avait été relativisée par son absence de retombées majeures dans la conduite de la guerre froide. Certes, le Sud Vietnam, le Cambodge et le Laos étaient devenus des pays socialistes, mais le retrait américain du Vietnam n'entama pas la cohésion du bloc de l'Ouest face à l'URSS. À la fin des années 1970, l'affrontement entre l'armée vietnamienne et les Khmers rouges, la guerre éclair entre la Chine et le Vietnam, sans oublier le génocide commis par les Khmers rouges contre le peuple cambodgien, effacèrent les gains remportés par l'armée nord-vietnamienne lors de la prise de Saigon. L'échec soviétique en Afghanistan mit fin aux doutes sur la capacité des États-Unis à venir à bout de son ennemi le plus dangereux. L'effondrement du système soviétique les conforta même dans le rôle de superpuissance unique et incontestée sur la scène internationale.

Un quart de siècle plus tard, cette position de force est aujourd'hui remise en cause sur plusieurs continents. La faille la plus visible résulte des conséquences de la guerre menée par Washing-

ton contre Saddam Hussein. L'enlèvement des forces militaires américaines en Irak a mis fin au mythe de leur invulnérabilité sur un théâtre d'opération extérieure. Le symbole est d'autant plus fort qu'il s'agit d'un combat asymétrique. Les forces militaires américaines disposent en effet d'une technologie et d'une logistique sans commune mesure avec les moyens très limités de leurs ennemis. La guerre civile irakienne et la relance des opérations des talibans soulignent le potentiel de nuisance de ces groupes armés malgré un rapport de force très défavorable. L'enracinement de cette résistance politico-militaire, soutenue indirectement par des pays comme l'Iran et la Syrie, atténue fortement l'image dissuasive de la puissance militaire des États-Unis. Or, rien n'est plus difficile pour un empire que d'imposer l'idée de sa domination absolue, à partir du moment où l'emploi de la force ne soumet pas des adversaires nettement plus faibles que lui. L'incapacité à éradiquer le terrorisme islamique est un autre aspect de ce problème et une seconde faille d'autant plus significative que le président Bush lui a donné une dimension disproportionnée, en assimilant la lutte contre le terrorisme à une guerre à part entière. L'affaiblissement des États-Unis repose aussi sur des failles moins visibles. La perte de l'influence géopolitique de Washington sur le continent latino-américain en est un exemple significatif. Cuba, le Venezuela, la Bolivie, le Nicaragua sont des pays hostiles à la politique américaine. La recherche d'autonomie du Brésil et de l'Argentine s'ajoute à ce déficit d'influence dans la zone géographiquement la plus proche du continent nord-américain. D'autres failles, de nature plus géoéconomique, se précisent en Asie avec la montée en puissance de la Chine. L'échec du démantèlement de la sphère d'influence russe durant la présidence de Boris Eltsine équivaut à un revers inavouable qui contrarie les plans de Washington dans cette partie du monde. La Russie de Poutine reprend peu à peu l'initiative dans sa reconquête de puissance.

Les stratégies d'influence des nouvelles puissances sont rendues possibles par l'affaiblissement des États-Unis et par l'incapacité de l'Union européenne à se définir un périmètre de puissance. Elles sont aussi encouragées par la fragilisation du monde

occidental résultant de la confrontation commerciale entre les intérêts américains et européens. La vision binaire du monde telle qu'elle existait avant la chute du mur de Berlin, à savoir bloc de l'Est contre bloc de l'Ouest, en termes géostratégiques, et Nord et Sud, en termes de développement, ne correspond plus à la géographie des rapports de force actuels. Le monde occidental cherche à pérenniser la position de supériorité géoéconomique qu'il a consolidée par les révolutions industrielles et à optimiser la rente accumulée au cours des siècles précédents. Ce n'est pas le cas des nouvelles puissances qui ont comme priorité la création de richesses et l'accroissement de leur influence, en profitant des points faibles et surtout des contradictions du monde occidental. L'habileté avec laquelle la Chine tire actuellement profit des tiraillements commerciaux entre l'Europe et les États-Unis, illustre bien, dans sa culture des stratagèmes, la manière dont un faible exploite au maximum les contradictions du fort.

■ L'économie de marché occidentale prise au piège de ses contradictions

En vendant aux nouvelles puissances des savoir-faire de souveraineté, les nations occidentales cèdent à des considérations strictement financières qui peuvent s'avérer opposées à leurs besoins vitaux dans le domaine de la Défense ou des secteurs clés de leur industrie. Ce débat prend encore plus de relief dans le domaine des transferts de technologies duales vers la Chine. Les États-Unis ont mis en garde l'Europe sur les risques encourus, dans la course aux marchés d'armement, en soulignant les antagonismes possibles entre les objectifs des entreprises en compétition et les critères de sécurité globale du monde occidental à l'égard de nouvelles puissances, qui pourraient un jour s'avérer hostiles. La pénurie inévitable de pétrole dans les prochaines décennies est un risque croissant de friction potentielle, qui peut engendrer des conflits militaires dans des zones de prospection où s'affrontent les intérêts de

puissance de différents pays. La déstabilisation du Tchad en avril 2006 est un cas exemplaire de ce risque de dérive politico-militaire, liée à la course aux gisements de pétrole. En étant soupçonnée d'avoir équipé les rebelles tchadiens, la Chine franchit une ligne rouge qui dépasse largement le phénomène de reflux de l'influence française dans cette partie du monde.

Les dirigeants chinois, qui ont réussi le tour de force d'adapter une dictature communiste aux règles de l'économie de marché, ont des objectifs plus ambitieux que la recherche du profit. Certains ne cachent pas leur volonté de construire la puissance de la Chine, en profitant autant que possible de l'affaiblissement du monde occidental. Les liens économiques tissés avec le monde occidental et le reste du monde ouvrent des opportunités de marché, autant qu'ils génèrent de tensions dans le secteur énergétique, de spéculations hasardeuses sur les cours des matières premières et d'accélération irrationnelle du processus de désindustrialisation dans les pays du Nord comme dans les pays du Sud. En ne transférant pas de technologie et en ne recourant pas à la main-d'œuvre locale, la Chine déstabilise autant l'industrie des pays développés que des pays en voie de développement. Elle est d'ailleurs obligée de compenser cette mauvaise image par une diplomatie très active de la « main tendue » vers l'Afrique. Le sommet sino-africain, organisé à Pékin en novembre 2006, a donné l'occasion aux autorités chinoises d'annoncer un plan de coopération entre la Chine et l'Afrique. La Chine a décidé de faire un geste dont certains vecteurs de propagande occidentaux dénie la portée, en rappelant que Pékin s'appuie sur des dictatures comme l'Éthiopie et l'Angola.

À la sortie de la guerre froide, les entreprises du monde occidental semblaient être les mieux placées pour conquérir les marchés intérieurs des économies émergentes et des anciens pays socialistes. Vingt ans plus tard, les prévisions sont revues à la baisse. Les nouvelles puissances sont autant préoccupées par la modernisation de leur économie que par la conquête des marchés extérieurs, en particulier dans les pays occidentaux qui ont le plus fort pouvoir d'achat. Les déséquilibres dans les balances commerciales occidentales indiquent que la dynamique des échanges profite aux nouvel-

les puissances. Au lieu d'unifier le *village planétaire* au profit des infrastructures industrielles du monde occidental, la mondialisation des échanges a fragilisé les économies de marché américaine et européenne. Les contradictions qui sont apparues depuis 20 ans entre le capitalisme financier et le capitalisme industriel contribuent à saper la légitimité que le monde occidental avait acquise lors des révolutions industrielles. La recherche systématique du profit à court terme a faussé les lois de la dynamique industrielle. Un actionnaire ne vit pas de l'économie comme un inventeur ou un technicien. Leur notion du temps et l'idée qu'ils se font de la finalité de leur travail sont parfois totalement opposées. Un tel décalage a des incidences dans le pilotage du développement d'un pays. L'ancien ambassadeur des États-Unis en France, Félix G. Rohatyn⁵ en tire déjà les conséquences en réclamant une nouvelle gouvernance industrielle pour préserver la puissance du système économique américain :

« Il est donc temps de se demander si les conseils d'administration ne devraient pas élargir leurs responsabilités. L'un des modèles possibles est le capitalisme des parties prenantes (*stakeholder capitalism*) : les dirigeants ne décideraient plus seulement en fonction du cours de Bourse de leurs actions, mais prendraient en compte d'éventuelles conséquences négatives sur les non-actionnaires (salariés, tissu local, clients, fournisseurs), c'est-à-dire toutes les personnes parties prenantes de l'entreprise. »

La fragilisation du monde occidental est aussi le résultat des relations parfois antagoniques entre la dynamique marchande et le fonctionnement d'un pays. Les dysfonctionnements du réseau électrique américain (État de Californie) et européen (Italie, Allemagne) démontrent les limites de la déréglementation du marché aux dépens du service public. Le réchauffement climatique est un stade supérieur de cette incohérence croissante entre la finalité marchande et le maintien des fragiles équilibres entre la course au

progrès résultant des révolutions industrielles occidentales et les retombées négatives en termes de pollution et d'atteinte à l'environnement.

■ La France en quête d'une doctrine

La principale faille de la France est son incapacité à définir aujourd'hui une doctrine de puissance en adéquation avec la construction de l'Europe. Ce ne sont pourtant pas les axes de recomposition qui manquent. Lors de la conférence de Lisbonne de mars 2000, l'Union européenne a lancé son premier défi stratégique en termes de puissance : bâtir l'industrie de la connaissance la plus compétitive du monde. Six ans ont passé et les résultats sont maigres. C'est l'occasion pour un postulant à l'élection à la Présidence de la République de 2007 de relancer l'un des aspects les plus constructifs de la dynamique européenne (création d'activités et d'emplois dans l'un des secteurs les plus porteurs). C'est aussi une manière positive de ne pas apparaître comme le pays qui a bloqué l'avenir de l'Europe par le non au référendum. Ce sujet est mobilisateur, dès le moment où il est assorti de projets concrets et planifiés dans le temps en termes de résultats. Ce manque d'audace s'explique par un déficit en termes de grille de lecture. Le concept de puissance est encore perçu dans l'hexagone comme un suppôt des aventures totalitaires du siècle précédent. Partant de cet axiome, les représentants de certaines élites⁶ en nient l'utilité et s'acharnent à le diaboliser. Aussi est-il utile de remettre en perspective les fondamentaux, afin de ne pas sombrer dans la facilité des formules sur l'aspiration au dépassement des États nations.

La géopolitique et l'économie de marché ne convergent pas vers une finalité commune. Les écrits de Fernand Braudel ont eu le très grand mérite de discerner au sein de l'*économie monde* à l'époque de la Renaissance⁷, le décalage entre le développement d'une économie de marché et celui d'un État, notamment en comparant la créativité des centres d'*économie monde* de Venise,

d'Anvers, ou d'Amsterdam à la lenteur de la structuration du royaume de France. Cette analyse doit être complétée par une relecture de l'Histoire sur les relations contradictoires entre la recherche de puissance d'un État et la construction économique d'un territoire. L'histoire de la Bretagne illustre bien la complexité de cette dialectique. À la sortie du Moyen Âge, la Bretagne⁸ était la région la plus riche de France en raison de la réussite de son commerce maritime avec les autres pays riverains. Cette dynamique de marché fut fortement malmenée par une dynamique de puissance. Les rivalités entre le royaume de France et le royaume d'Angleterre limitèrent considérablement l'activité des ports bretons. Les centres de décision locaux durent réorienter l'économie bretonne vers l'agriculture, tout en bénéficiant malgré tout de la construction des arsenaux maritimes dans certaines villes côtières pour satisfaire les besoins de la marine royale en conflit avec la marine anglaise. L'économie peut aussi devenir un moyen coercitif pour affaiblir la puissance géopolitique d'un acteur politique. Au XV^e siècle, Louis XI⁹ n'hésita pas à affaiblir économiquement le duché de Bourgogne par une stratégie d'encercllement économique. Afin d'empêcher Charles le Téméraire de lever des fonds pour son armée, Louis XI assécha les places financières de Genève et d'Anvers et créa des foires commerciales à Lyon et à Caen qui concurrençaient les foires bourguignonnes. Ces points de repère élémentaires sont les sous-bassements nécessaires à la redéfinition d'une doctrine dont la France est privée depuis la lente érosion du principe d'indépendance nationale.

Or cette absence de doctrine se fait ressentir sur le terrain. L'implication durable de notre pays dans le contexte libanais est un exemple parmi d'autres du déficit de la pensée stratégique française et de ses conséquences sur le terrain. L'influence traditionnelle que la France a exercée sur le Liban depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale a été remise en cause par le jeu des rapports de force entre puissances, qu'elles soient occidentales comme les États-Unis ou régionales comme Israël, la Syrie ou l'Iran. Si les interventions françaises ont été nombreuses¹⁰, elles n'ont pas eu les effets escomptés en termes de stratégie de puissance. Si l'image de la France est

restée présente dans le cœur de certains, son influence économique et culturelle n'a fait que s'étioler. Les capitaux des pays du Golfe ont joué un rôle important dans la reconstruction du pays après la guerre civile des années 1970-1980. Les élites libanaises regardent plus vers les États-Unis et les capitales du monde arabe que vers Paris. La pratique de l'anglais s'est substituée à celle du français. La présence universitaire française s'affaiblit au profit des universités anglo-saxonnes. Et rien ne semble pour l'instant inverser la tendance. La présence d'un contingent militaire français sur le terrain du Sud Liban ne suffira pas à contrebalancer les initiatives durables de la politique étrangère syrienne ou iranienne dans la zone.

■ L'Europe sans pensée stratégique

Le mal dont souffre la France est aussi partagé par l'institution européenne. L'Europe telle qu'elle a été pensée dans les articles du Traité de Rome ne répond plus à la complexité du monde actuel. Préoccupés par la reconstruction d'économies en ruine et par la disparition des enjeux nationaux à l'origine des deux guerres mondiales, les fondateurs de l'Europe communautaire ont cru bien faire en privilégiant la dynamique de marché. Cette vision est non seulement dépassée, mais elle ouvre de larges brèches dans notre système de défense économique. L'impossibilité de garantir l'approvisionnement énergétique des pays de l'Union européenne par le simple jeu du marché constitue un avertissement important qu'il ne faut surtout pas négliger. Bruxelles a donné l'impression de se rattraper en publiant le 8 mars 2006 un Livre vert sur une stratégie européenne pour l'énergie durable, concurrentielle et sûre. Mais cette réponse n'a rien de géoéconomique et porte sur l'investissement à réaliser dans les infrastructures, les économies d'échelle et le comportement des consommateurs. Si ces mesures sont souhaitables, elles ne constituent qu'une partie de la réponse au problème posé.